Distribution limitée

WHC-01/CONF.208/5
Paris, 28 novembre 2001
Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Vingt-cinquième session

**Helsinki, Finlande
11-16 décembre 2001**

Point 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapport sur les questions de réforme

RESUME

Ce document comprend deux parties :

Mise en œuvre de la réforme

Rapport succinct sur la mise en œuvre de la réforme

Perspectives d'avenir

Principes, programmes et partenariats

Décision requise :

Il est demandé au Comité de (i) prendre note du rapport sur l'état d'avancement de la réforme (voir Section II) et (ii) d'adopter les orientations stratégiques de la réforme pour 2002 et 2003 (voir Section III).

SOMMAIRE

I. CONTEXTE

II. MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME

Réunions statutaires, documentation et communication du Patrimoine mondial

Réunions statutaires du Patrimoine mondial

Cycle et calendrier

Sous-comités

Budget biennal

Prises de décisions (catégories A et B)

Assistance internationale

Calendrier révisé de soumission des rapports périodiques

Lieu de la session du Comité en juin 2002

Ordre du jour de la session du Comité en juin 2002

Documentation

Documents pour le Comité et le Bureau

Nombre de documents

Nouvelle catégorie de documents Web

Guide d'aide à la décision

Nouvelle présentation des documents de proposition d'inscription et d'assistance internationale

Communication

Réunions d'information

Représentativité de la Liste du patrimoine mondial

Propositions d'inscription 2002

Propositions d'inscription 2003

Représentation équitable au sein du Comité

Révision de la procédure électorale pour élire les nouveaux membres du Comité

III. PERSPECTIVES D'AVENIR

Introduction

Principes

Programmes

Partenariats

ANNEXE I Orientations devant guider la conservation du Patrimoine mondial

ANNEXE II Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial

I. CONTEXTE

1. Lors de sa vingt-quatrième session à Cairns (décembre 2000), le Comité a préparé des décisions concernant un certain nombre de points de réforme, après avoir étudié les recommandations des quatre groupes de réforme suivants :

Equipe spéciale sur la mise en œuvre de la Convention

Groupe de travail sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial

Groupe de travail sur la représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial

Réunion internationale d'experts sur la révision des *Orientations*, Cantorbéry, Royaume-Uni (10-14 avril 2000)

II. MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME

Réunions statutaires, documentation et communication du Patrimoine mondial

2. Des propositions de l'équipe spéciale sur la mise en œuvre de la Convention se sont traduites par des mesures concrètes pour réformer le calendrier et le cycle des réunions statutaires du Patrimoine mondial, ainsi que la documentation relative à ces réunions (voir paragraphe VI.2, Section 1 du rapport de la session de Cairns - WHC-2000/CONF.204/21).

3. A la vingt-cinquième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial (juin 2001), le Directeur du Centre a fait une présentation sous PowerPoint intitulée « Mettre en œuvre la réforme » (voir Section III de WHC-2001/CONF.208/3). On trouvera ci-après les dernières évolutions de la mise en œuvre de la réforme :

Réunions statutaires du Patrimoine mondial

Cycle et calendrier

Conformément à la décision de la vingt-quatrième session du Comité (Cairns 2000), à partir de 2002 les réunions du Bureau et du Comité du patrimoine mondial ne se dérouleront plus en juin et novembre de chaque année, mais en avril et juin, tandis que les sessions extraordinaires du Bureau seront supprimées.

Sous-comités

La décision concernant la création d'un système de sous-comités a été différée par le Comité à Cairns. Mais le Directeur du Centre a rappelé au Bureau en juin 2001 que le paragraphe 131 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention* prévoit déjà la constitution de sous-comités pendant ses sessions régulières :

« 131. Comme l'y autorise l'Article 10.3 de la Convention et conformément aux articles 20 et 21 du Règlement intérieur, le Comité constituera des Sous-Comités au cours de ses sessions régulières afin d'examiner certains points qui leur seront adressés ; ces sous-comités feront rapport et présenteront des Recommandations au Comité pour action. »

Budget biennal

Comme l'avait prévu le Directeur du Centre à la session du Bureau en juin 2001, le premier budget biennal (2002-2003) est présenté à la vingt-cinquième session du Comité (voir WHC-01/CONF.208/18).

Prises de décisions (points A et B)

La demande du Comité que soit adopté un système décisionnel basé sur des points de catégorie A ou B n'a pas encore été concrétisée (A : points qui ont fait l'objet d'un consensus et B: points qui doivent être discutés au sein du Comité).

Assistance internationale

A la vingt-cinquième session du Bureau (juin 2001), le Directeur du Centre a fait remarquer que, avec la tenue en avril et en juin des réunions du Bureau et du Comité, et avec la suppression des sessions extraordinaires du Bureau à partir de 2002, les décisions concernant les demandes d'assistance internationale qui peuvent être actuellement approuvées par le Bureau seront prises avec un retard de 10 mois.

A cette même session, le délégué du Canada a suggéré que les demandes soient approuvées au cours des 10 mois qui sépareront la session du Comité de celle du Bureau suivant, grâce à une procédure de consultation des membres du Bureau ; de cette façon, il ne serait pas nécessaire de modifier les plafonds.

Malgré ce commentaire, la vingt-cinquième session du Bureau (juin 2001) a recommandé au Comité de relever les plafonds des demandes d'assistance internationale : pour l'assistance préparatoire de 20 000 dollars EU à 25 000 dollars EU (Président), et de 30 000 dollars EU à 40 000 dollars EU (Bureau) ; pour l'assistance d'urgence de 50 000 dollars EU à 60 000 dollars EU (Président) et de 75 000 dollars EU à 100 000 dollars EU (Bureau) (voir WHC-2001/CONF.208/18)

Calendrier révisé de soumission des rapports périodiques

Par suite de la modification du cycle et du calendrier des réunions statutaires à partir de 2002, les Etats parties d'Asie ont, lors de la réunion sur les rapports périodiques en Indonésie (avril 2001), demandé que le calendrier de soumission des rapports périodiques soit ajusté (voir WHC-2001/CONF.208/8).

Lieu de la session du Comité en juin 2002

En juin 2001, le Directeur du Centre a indiqué à la vingt-quatrième session du Bureau que le lieu de la session du Comité en juin 2002 devrait être confirmé. Le Président a écrit en juin 2001 aux 21 membres du Comité pour leur demander de donner par écrit leur position de principe sur la tenue de la vingt-sixième session du Comité de juin 2002 en Hongrie, comme l'avait proposé le gouvernement hongrois. Tous les membres du Comité ont confirmé leur accord, soit par écrit, soit par téléphone.

Conformément aux articles 4.1 et 4.2 du *Règlement intérieur*, la vingt-cinquième session du Comité devra arrêter définitivement la date et le lieu de la prochaine session.

Ordre du jour de la session du Comité en juin 2002

En juin 2001, le Directeur du Centre a proposé que le Comité inscrive à l'ordre du jour de la session de juin 2002 une réflexion stratégique sur l'élaboration du Système de gestion des informations, la formation et l'éducation au Patrimoine mondial, une assistance technique efficace aux sites, des technologies de suivi pour les sites du Patrimoine mondial et une Déclaration de 2002.

Documentation

Documents pour le Comité et le Bureau

Dans la mesure où, à partir de 2002, huit semaines seulement sépareront les sessions du Bureau et du Comité, les mêmes documents seront remis au Bureau et au Comité ; seul un document supplémentaire sera remis au Comité : le Rapport du Rapporteur du Bureau.

Nombre de documents

Le nombre de documents de travail produits pour la session du Bureau a diminué par rapport à juin 2000 : Bureau 2001 - 10 documents, Bureau 2000 - 17 documents.

Nouvelle catégorie de documents Web

Une nouvelle catégorie de documents Web a été expérimentée pour la vingt-cinquième session du Bureau. Les commentaires adressés par des membres du Bureau au Centre du patrimoine mondial ont montré qu'il n'était pas utile de créer une nouvelle catégorie. Ils considèrent que tous les documents doivent être produits en version papier et qu'ils doivent également être accessibles par voie électronique.

Guide d'aide à la décision

Le premier guide d'aide à la décision a été réalisé pour la vingt-cinquième session du Bureau, en juin 2001. Selon les commentaires adressés par des membres du Bureau au Centre du patrimoine mondial, il s'agit d'une initiative heureuse. Un guide d'aide à la décision a donc été préparé pour la vingt-cinquième session extraordinaire du Bureau (WHC-01/CONF.207/2) et pour la vingt-cinquième session du Comité (WHC-01/CONF.208/2).

Nouvelle présentation des documents de proposition d'inscription et d'assistance internationale

La présentation des documents de proposition d'inscription et d'assistance internationale a été revue (voir WHC-01/CONF.208/12 et 20).

Communication

Réunions d'information

Une réunion d'information sur le Patrimoine mondial s'est tenue le 16 février 2001 avec les délégations permanentes des Etats parties à la Convention auprès de l'UNESCO. Des problèmes de calendrier et de logistique ont empêché la tenue de la seconde réunion d'information prévue en novembre 2001. Une réunion d'information sera organisée début 2002.

Représentativité de la Liste du patrimoine mondial

4. A sa vingt-quatrième session (Cairns, 2000), le Comité a adopté une décision visant à assurer la représentation de sites de toutes les régions sur la Liste du patrimoine mondial. Cette décision faisait référence à la Résolution de la 12^e Assemblée générale (1999) sur les *Moyens de garantir la représentativité de la Liste du patrimoine mondial* et aux recommandations du groupe de travail sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial (voir paragraphe VI.2, Section 3 du Rapport de la session du Comité à Cairns - WHC-2000/CONF.204/21).

5. Pour résumer, la décision du Comité préconise :

- (a) le respect des dispositions de la *Convention* ;
- (b) un plus grand usage et des analyses plus poussées des listes indicatives ;
- (c) de limiter le nombre maximum de propositions d'inscription soumises pour examen au Comité à chaque session ;
- (d) que les Etats parties rendent compte des mesures prises pour mettre en œuvre la Résolution adoptée par l'Assemblée générale de 1999 ;
- (e) que les Etats parties qui ont un nombre élevé de sites sur la Liste du patrimoine mondial étudient les moyens d'appliquer les dispositions du paragraphe 6 (vii) des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention* ;
- (f) de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités des régions dont le patrimoine est sous-représenté sur la Liste du patrimoine mondial.

6. En octobre 2001, la 13^e Assemblée générale a pris note de la décision adoptée à la vingt-quatrième session du Comité du patrimoine mondial. Plusieurs Etats parties ont exprimé un soutien inconditionnel à cette décision qui prévoit un ensemble de mesures concrètes pour améliorer la représentativité de la Liste. On a souligné l'importance de critères clairement définis pour choisir le nombre limité de propositions d'inscription que le Comité doit étudier chaque année. Certains Etats parties ont insisté sur la vigilance nécessaire pour que des biens de valeur universelle exceptionnelle ne soient pas écartés simplement parce qu'un Etat partie a déjà un site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. En conclusion, l'Assemblée générale a fait remarquer que le processus de sélection devait être inclusif et non exclusif, et qu'il fallait le définir en consultant les Etats parties.

7. Les implications de ces réformes sur les propositions d'inscription à étudier en 2002 et 2003 peuvent être résumées comme suit :

Propositions d'inscription 2002

Les propositions d'inscription qui seront étudiées en 2002 sont :

- Les propositions d'inscription dûment complétées reçues par le Centre du patrimoine mondial avant le 31 décembre 2000 (13 propositions) ;

- Les propositions d'inscriptions différées et soumises lors de réunions antérieures ;
- Les modifications des limites de sites déjà inscrits (par exemple les extensions) ;
- Les cas urgents : situations tombant sous le coup du paragraphe 67 des *Orientations* (mars 1999).

Propositions d'inscription 2003

Les propositions d'inscription qui seront examinées en 2003 sont :

- Les propositions reçues jusqu'au 1er février 2002 ;
- Un maximum de 30 nouveaux sites à étudier (voir WHC-01/CONF.208/12 Add.) ;
- Aucun Etat partie ne peut soumettre plus d'une proposition d'inscription, sauf ceux qui n'ont aucun site inscrit qui peuvent soumettre 2 ou 3 propositions ;
- Les propositions concernant les sites de tout Etat partie qui, d'après les analyses effectuées par le Secrétariat et les organismes consultatifs, appartiennent à une catégorie non représentée ou sous-représentée de biens naturels et culturels, et qui auront été examinées et approuvées par le Comité.

8. Dans un premier temps et à titre provisoire, le nombre de propositions d'inscription qui seront étudiées en 2003 par la vingt-septième session sera limité à 30 nouveaux biens. Le Comité donnera la priorité aux propositions émanant des Etats parties qui n'ont pas encore de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Priorité sera également donnée aux propositions d'inscription de biens appartenant à des catégories de biens naturels et culturels non représentées ou sous-représentées. Une proposition de mise en oeuvre de ce système de priorité est présentée dans le document WHC-01/CONF.208/12 Add.

Représentation équitable au sein du Comité

9. A sa vingt-quatrième session (Cairns, 2000), faisant suite à une demande de la 12^e Assemblée générale (1999), le Comité a préparé un projet de résolution basé sur les options élaborées par le groupe de travail pour une représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial (voir paragraphe VI.2, Section 2 du rapport de la session du Comité à Cairns - WHC-2000/CONF.204/21). Ce projet de résolution a été étudié et adopté en octobre 2001 par la 13^e Assemblée générale des Etats parties à la Convention du patrimoine mondial.

10. En résumé, la résolution préconise de ramener volontairement le mandat du Comité de six à quatre ans et de dissuader les Etats parties de chercher à effectuer plusieurs mandats consécutifs. La seconde partie de la résolution suggère une modification du *Règlement intérieur* de l'Assemblée générale pour réserver un siège aux Etats parties qui n'ont pas de site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, ainsi que d'autres modifications de la procédure électorale.

11. La résolution est entrée en vigueur dès son adoption, ce qui a permis à Sainte-Lucie d'être élue au siège réservé à un Etat partie n'ayant pas de site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

12. Suivant l'exemple donné par l'Italie à la 12^e Assemblée générale (1999), sept des nouveaux membres du Comité (Argentine, Liban, Nigeria, Oman, Fédération de Russie, Sainte-Lucie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ont annoncé leur intention de réduire volontairement leur mandat au Comité de six à quatre ans.

13. Voici le texte de la résolution de la 13^e Assemblée générale :

L'Assemblée générale des Etats parties à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel,

Rappelant l'Article 8, paragraphe 2, de la Convention qui stipule que « L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde » ;

Rappelant l'Article 9 de la Convention qui stipule que « Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente » ;

Rappelant la Résolution de la septième Assemblée générale des Etats parties (1989) ;

Considérant que la représentativité de la Liste du patrimoine mondial pourrait être améliorée par la participation accrue aux travaux du Comité des Etats parties dont le patrimoine est actuellement non représenté sur la Liste ;

Considérant qu'une rotation accrue des membres du Comité pourrait répondre à l'intérêt manifesté par les Etats parties pour participer aux travaux du Comité ;

Invite les Etats parties à la Convention du patrimoine mondial à réduire volontairement leur mandat pour le faire passer de six à quatre ans ;

Encourage les Etats parties non-membres du Comité à faire usage de leur droit de participer aux réunions du Comité en qualité d'observateurs ;

Dissuade les Etats parties de chercher à effectuer des mandats consécutifs ;

Décide qu'avant chaque élection pour l'attribution de sièges au Comité, le Président de l'Assemblée générale informera les Etats parties sur la situation de la représentation des différentes régions et cultures au sein du Comité et sur la Liste du patrimoine mondial ;

Décide d'amender son Règlement intérieur comme suit :

Nouvel article à insérer après l'article 13.1

Un certain nombre de sièges peut être réservé aux Etats parties qui n'ont pas de site sur la Liste du patrimoine mondial, sur décision du Comité du patrimoine mondial lors de la session qui précède l'Assemblée générale. Le scrutin pour les sièges réservés devra précéder le scrutin général pour les autres sièges à pourvoir. Les candidats n'ayant pas été élus au scrutin des sièges réservés pourront se représenter au scrutin général.

Amendement de l'article 13.8 existant (texte nouveau en caractères gras)

13.8 Les Etats ayant obtenu la majorité requise au premier tour de scrutin seront déclarés élus, à moins que le nombre des Etats ayant obtenu cette majorité soit supérieur à celui des sièges à pourvoir. Dans ce dernier cas, les Etats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, à concurrence du nombre de sièges à remplir, seront déclarés élus. ~~Si le nombre d'Etats ayant obtenu la majorité requise est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, il sera procédé à un deuxième tour de scrutin, suivi d'un troisième et, si nécessaire, d'un quatrième pour pourvoir aux sièges restants.~~ **Si le nombre d'Etats ayant obtenu la majorité requise est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, il sera procédé à un deuxième scrutin. Si le nombre d'Etats ayant obtenu la majorité requise est toujours inférieur au nombre de sièges à pourvoir, il sera procédé à un troisième et, si nécessaire, à un quatrième scrutin pour pourvoir aux sièges restants. S'agissant des troisième et quatrième scrutins, l'élection sera limitée aux Etats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au scrutin précédent, à concurrence du double des sièges à pourvoir.**

Décide que les dispositions de cette résolution prennent effet immédiatement.

Changements de la procédure électorale proposés pour les nouveaux membres du Comité

14. La 13^e Assemblée générale a également adopté la résolution suivante qui demande au Centre du patrimoine mondial de revoir la procédure électorale pour les nouveaux membres du Comité :

La 13^e Assemblée générale des Etats parties à la Convention concernant la Protection du patrimoine mondial, culturel et naturel demande au Secrétariat de revoir la procédure électorale pour les nouveaux membres du Comité. Des propositions de procédure simplifiée et plus rapide devront être soumises pour examen à la vingt-septième session du Comité du patrimoine mondial en 2003 et pour décision par la 14^e Assemblée générale en 2003.

III. PERSPECTIVES D'AVENIR

Introduction

15. A l'ouverture de la cinquième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial (Paris, 1^{er} novembre 2001) qui a suivi immédiatement la 13^e Assemblée générale des Etats parties, le Président du Comité, Dr Christina Cameron (Canada), a fait une brève allocution. Voici ce qu'elle a dit à propos de la réforme et des orientations stratégiques possibles du Comité :

« La 13e Assemblée générale des Etats parties a marqué le point culminant d'une importante période de réforme. C'est en 1996, à la réunion de Mérida, au Mexique, que le Comité du patrimoine mondial a lancé un vaste audit des pratiques administratives et des aspects financiers de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

Cet audit a débouché sur un programme de réformes et sur la constitution de quatre groupes de travail. Ceux-ci se sont penchés sur (i) la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, (ii) la représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial, (iii) la représentativité de la Liste du patrimoine mondial et (iv) la révision des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention*. Le soutien et l'approbation apportés par l'Assemblée générale aux nombreuses propositions de réforme qui lui ont été présentées les deux derniers jours permettent de mesurer le résultat positif de ce travail. Mais ce qui est encore plus frappant et satisfaisant, c'est l'esprit de coopération affiché par de nombreux Etats parties à l'Assemblée générale.

Si le nouveau Comité a encore quelques points de réforme à traiter, en particulier le travail de révision des *Orientations*, le temps est venu pour lui de se fixer de nouveaux buts stratégiques. Bien qu'il lui appartienne de les formuler, permettez-moi de suggérer quelques idées de nouvelle plate-forme stratégique pour le travail du Comité. La réforme étant désormais derrière nous, j'aimerais attirer l'attention sur quatre domaines où il reste beaucoup à faire.

Premièrement, il faut se concentrer davantage sur les besoins de conservation des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Deuxièmement, il faut intensifier les efforts pour soutenir la Stratégie globale. Troisièmement, il faut aborder la question du financement, d'une part en mettant le Fonds du patrimoine mondial en phase avec nos priorités stratégiques, et d'autre part en explorant de nouvelles sources de financement, par exemple des partenariats, des fondations, des initiatives extrabudgétaires et d'autres moyens. Enfin, le nouveau Comité apporterait une contribution majeure à la mise en œuvre de la Convention dans le monde en définissant des principes pour la conservation du Patrimoine mondial ou en élaborant une Charte pour la conservation du Patrimoine mondial. Vos délibérations apporteront une contribution très importante à la conservation du Patrimoine mondial dans toutes les régions du monde. »

16. La réflexion sur ces déclarations a débouché sur l'élaboration d'un cadre de réforme continue en trois parties, qui est proposé pour adoption par le Comité. Ce cadre possède trois composantes structurelles : **des principes, des programmes et des partenariats.**

Principes

17. A sa vingt-quatrième session (Cairns, 2000), le Comité a arrêté un calendrier et un programme de travail pour la révision des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention*, sur la base des travaux de la réunion d'experts qui s'est tenue en avril 2000 à Cantorbéry (Royaume-Uni) (voir paragraphe VI.2, Section 4 du Rapport de la session du Comité à Cairns - WHC-2000/CONF.204/21).

18. Un rapport sur l'état d'avancement de la révision des *Orientations* est présenté dans WHC-2001/CONF.208/6.

19. Outre la révision des *Orientations*, un autre besoin se fait sentir, celui de mettre davantage l'accent sur les **principes** qui doivent guider la conservation des sites du Patrimoine mondial. L'**Annexe I** donne quelques indications générales pour l'élaboration de ces principes sous forme d'Orientations devant guider la conservation du Patrimoine mondial ; ces orientations pourraient être rédigées en 2002 par le Centre du patrimoine mondial en coopération avec les organismes consultatifs et présentées à la vingt-sixième session du Comité en juin 2002.

Orientations devant guider la conservation du Patrimoine mondial

But

- Enoncer les principes qui guideront la conservation des biens du Patrimoine mondial

Programmes

20. Dans son rapport adressé à la vingt-cinquième session du Bureau (juin 2001), le Directeur du Centre du patrimoine mondial a insisté sur la nécessité, selon lui, de gérer de façon plus stratégique le financement de l'assistance internationale par le Fonds du patrimoine mondial. En particulier, il a plaidé pour plus de flexibilité, pour la prise en compte de son impact à long terme, avec des programmes cohérents de préférence cofinancés.

21. Les programmes proposés mettront désormais l'accent sur la gestion et la conservation des biens du Patrimoine mondial existants. Ils s'appuieront sur des projets pilotes et sur les leçons qui en ont été tirées, afin de mettre en place des compétences et des techniques de conservation basées sur des principes et orientations convenus, avec la participation de divers partenaires.

22. La définition et la mise en œuvre d'actions prioritaires pour la conservation du Patrimoine mondial, grâce à un système de **programmes**, sont proposées dans **WHC-01/CONF.208/19**.

Programmes du Patrimoine mondial

Justifications

- utiliser de façon stratégique le Fonds du patrimoine mondial
- garantir la durabilité à long terme de l'assistance technique
- améliorer la flexibilité et la rapidité des actions urgentes
- transformer l'assistance internationale réactive en programmes proactif à long terme

Caractéristiques des Programmes:

- en accord avec la mission globale de la *Convention du patrimoine mondial*
- destinés aux biens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial
- d'envergure mondiale, mais basés sur des actions concrètes à l'échelon local
- à long terme (10 ans)
- cofinancés par des organismes bilatéraux et par le secteur privé
- démarche de partenariat

Propositions initiales

Forêts

Tourisme

Villes

Patrimoine en terre

Partenariats

23. Lors des discussions récentes qui ont eu lieu pendant la vingt-cinquième session du Bureau (juin 2001) et la 13^e Assemblée générale des Etats parties (octobre 2001), de nombreux Etats parties ont évoqué la nécessité d'élaborer d'autres méthodes pour structurer et gérer le Fonds du patrimoine mondial, afin d'une part d'améliorer son potentiel en tant que catalyseur de la conservation du Patrimoine mondial et d'autre part de renforcer la base de ressources grâce à une initiative de partenariat (voir **Annexe II**).

24. Il est vital de mobiliser des ressources pour consolider et améliorer les niveaux actuels de compétence technique et administrative, ainsi que l'aide financière, afin de garantir une bonne gestion des sites du Patrimoine mondial, culturel et naturel. Malgré les difficultés stratégiques et pratiques que pose la coopération avec des acteurs privés, celle-ci est de plus en plus nécessaire si les Nations Unies et leurs agences veulent rester en phase avec les besoins réels des peuples du monde actuel et y répondre de façon efficace.

Initiatives de partenariats pour le Patrimoine mondial

Buts

- développer le potentiel du système existant
- créer un cadre dans lequel les institutions et individus les plus divers, qu'ils appartiennent au secteur public, au secteur non gouvernemental, au secteur privé ou à la société civile, seront invités à participer à la conservation du Patrimoine mondial

Principales composantes

- un cadre d'action
- des critères clairement définis de coopération avec les partenaires pour l'exécution des projets

ORIENTATIONS DEVANT GUIDER LA CONSERVATION DU PATRIMOINE MONDIAL

Principes pour la conservation des biens du Patrimoine mondial

La question la plus souvent posée par les gestionnaires de biens récemment classés Patrimoine mondial est la suivante :

« Maintenant que notre site est classé Patrimoine mondial, quelles mesures spéciales le Comité du patrimoine mondial attend-il de nous pour protéger le site pour le bien de l'humanité ? »

La *Convention du patrimoine mondial* est un accord international qui a pour objet la **protection** des biens du Patrimoine mondial. Au départ, la mise en œuvre de la *Convention* était tout naturellement axée sur l'identification des sites de valeur culturelle et naturelle exceptionnelle à inscrire sur la Liste du patrimoine mondial. Cette activité d'identification a suscité, à l'échelle internationale, un important travail de réflexion sur les critères auxquels il faut se référer pour inscrire un bien sur la Liste du patrimoine mondial, ainsi que l'élaboration d'un cadre thématique pour encourager les propositions d'inscription de biens appartenant à des catégories sous- et non représentées et situés dans des régions sous-représentées, aujourd'hui appelé Stratégie globale du patrimoine mondial.

Le mouvement arrivant à maturité, il est naturel que la priorité passe de la désignation des biens à leur gestion permanente. Alors que l'inscription et la désignation interviennent à un moment donné dans le temps, la protection est un processus continu qui précède et suit la désignation. Dans le cadre du programme de réforme du Patrimoine mondial, un travail est en cours pour réviser les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention*. L'une des propositions de révision préconise une déclaration explicite des valeurs universelles exceptionnelles de chaque bien du Patrimoine mondial. Cette déclaration servirait de cadre à la gestion du site. Mais ce dont le mouvement du Patrimoine mondial a également besoin, c'est d'une énonciation des principes qui guideront les activités de conservation entreprises pour protéger les sites de valeur universelle exceptionnelle.

Il existe beaucoup de chartes et documents internationaux énonçant des principes, normes et indications pour la protection de divers aspects du patrimoine naturel et culturel. L'ICOMOS, l'ICCROM, l'UICN et d'autres organisations professionnelles ont au fil du temps adopté des chartes pour guider les activités de gestion du patrimoine. Ce sont notamment :

- 1964 La Charte internationale sur la conservation et la restauration des sites et des monuments (Charte de Venise) (ICOMOS)
- 1982 La Charte de Florence (Jardins et paysages historiques) (ICOMOS)
- 1987 La Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (ICOMOS)
- 1990 La Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique (ICOMOS)

- 1996 La Charte internationale sur la protection et la gestion du patrimoine culturel subaquatique (ICOMOS)
- 1999 La Charte révisée du tourisme culturel (ICOMOS)
- 1999 les Principes à suivre pour la conservation des structures historiques en bois (ICOMOS)
- 1999 la Charte du patrimoine bâti vernaculaire (ICOMOS)
- 1993 les Lignes directrices relatives aux plans de gestion des sites Ramsar et autres zones humides (RAMSAR)
- 1998 les Lignes directrices à l'intention des gestionnaires de zones protégées (UICN)
- 1999 les Lignes directrices relatives aux zones marines protégées (UICN)

Par ailleurs, de nombreux Etats parties ont élaboré des normes et pratiques nationales. Datant d'époque différentes et correspondant à des points de vue spécifiques, ces multiples chartes et documents se recourent, se répètent, se contredisent et présentent des incohérences internes. De ce fait, il n'existe aucun instrument de définition de normes susceptible d'aider les Etats parties à répondre aux questions qu'ils se posent à propos de certaines mesures de protection des sites du Patrimoine mondial.

La définition d'un ensemble de principes de conservation – qui pourrait s'appeler Charte ou Orientations pour la conservation du Patrimoine mondial – se fonderait sur les meilleures pratiques préconisées par les chartes et politiques nationales existantes. Cette charte ou ces orientations permettraient de clarifier les attentes du Comité du patrimoine mondial en matière de gestion permanente des sites du Patrimoine mondial et serviraient de guide pour les responsables de sites chargés de la gestion de ces lieux de valeur.

Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial

Proposition d'élargissement de l'action de l'UNESCO pour la conservation du Patrimoine mondial

Contexte

Depuis son adoption en novembre 1972 par l'UNESCO, la Convention du patrimoine mondial a eu un impact considérable sur l'identification, la protection et la préservation des sites du patrimoine naturel et culturel considérés comme ayant une valeur exceptionnelle pour l'humanité. Avec 167 Etats parties et 690 sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, son rôle en tant que premier outil juridique international pour la conservation est fermement établi.

La Convention du patrimoine mondial a institué le Fonds du patrimoine mondial, actuellement doté d'environ 4 millions de dollars EU par an, alimenté par les contributions obligatoires des Etats parties, les contributions volontaires de pays et autres donateurs, et les activités de collecte de fonds. Le Fonds est essentiellement utilisé pour aider les Etats parties à préserver les sites du Patrimoine mondial dans leur pays.

Le défi

Faire en sorte que les sites du Patrimoine mondial conservent les valeurs universelles exceptionnelles pour lesquelles ils ont été classés Patrimoine mondial est un défi de plus en plus difficile à relever. 30 des 690 sites du Patrimoine mondial ont été officiellement déclarés Patrimoine mondial en péril ; beaucoup d'autres voient leur intégrité et leur survie à long terme exposées à des menaces établies ou potentielles. Les effets de l'urbanisation, le développement exponentiel du tourisme, la dégradation voire, dans certains cas, la destruction délibérée, menacent de plus en plus les sites culturels, tandis que les sites naturels sont exposés à l'impact des constructions d'infrastructures, à un usage abusif, au développement du tourisme, à la pollution et aux effets à long terme du changement climatique.

Si rien n'est fait pour les contrôler, ces menaces iront en s'accroissant. Il est par conséquent vital de mobiliser des ressources pour consolider et élargir les niveaux actuels de compétences techniques et administratives, ainsi que l'aide financière, afin de garantir une bonne gestion de ces sites exceptionnels du patrimoine culturel et naturel.

Mais en réalité, les seules interventions permises par la Convention du patrimoine mondial ne suffisent plus pour garantir la préservation du Patrimoine mondial. Le défi, pour l'UNESCO, les autres organisations de développement, les organismes publics et privés engagés dans la conservation du patrimoine culturel et naturel, c'est de trouver de nouveaux modèles, innovants et plus efficaces, pour accomplir cette mission.

Bien que la coopération avec des acteurs du secteur privé pose un certain nombre de problèmes stratégiques et pratiques, elle est de plus en plus nécessaire si les Nations Unies et ses agences veulent rester en phase avec les besoins réels des peuples du monde actuel et y répondre de façon efficace.

La proposition

L'Article 7 de la Convention du patrimoine mondial reconnaît la nécessité pour les Etats parties, en tant que principales parties prenantes dans la conservation du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, de travailler avec plusieurs partenaires :

« Aux fins de la présente Convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les Etats parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine. »

L'un des exemples les plus parlants de cette coopération remonte aux années 1996-1998, quand le Comité du patrimoine mondial a demandé au gouvernement équatorien d'élaborer et d'adopter une législation spéciale pour préserver les îles Galápagos. En effet, cette tâche n'aurait pu être accomplie sans les activités de soutien parallèles de plusieurs partenaires, à savoir :

- les collectivités locales représentant les habitants de la province des Galápagos ;
- les agences de tourisme, les pêcheries et autres entreprises du secteur privé ;
- des ONG équatoriennes et internationales spécialisées dans la protection ;
- la communauté internationale des donateurs, notamment les fondations, pour financer des actions spéciales de protection.

Depuis, le Centre du patrimoine mondial a institué des partenariats avec plusieurs groupes, afin d'étendre les bienfaits de la conservation du Patrimoine mondial bien au-delà de quelques biens et de contribuer à la mise en place du « *système de coopération et d'assistance internationales* » mentionné à l'Article 7 de la Convention. Voici quelques exemples des activités en cours

- des collectivités locales françaises coopèrent avec leurs homologues de pays moins développés, comme le Laos et le Vietnam, dans le cadre d'un accord de coopération France/UNESCO pour la protection du patrimoine monumental, urbain et naturel ;
- des consortiums du secteur touristique, par ex. TEMA de Scandinavie et l'Initiative conjointe PNUE/UNESCO/OMT pour les voyagistes (TOI), ainsi que des entreprises comme le Bureau londonien de Japan Tourism Bureau (JTB) apportent leur contribution à des actions spécifiques de conservation du Patrimoine mondial ; des activités de coopération entre le Centre et des chaînes de télévision et des médias existent depuis plus de 10 ans ;
- des ONG internationales de conservation, par ex. le Getty Conservation Institute, le WWF et Conservation International apportent leur soutien aux efforts du Centre pour protéger les sites du Patrimoine mondial dans des pays et régions déterminés :

- la Fondation des Nations Unies a un programme spécial de subventions pour promouvoir la protection des sites du Patrimoine mondial qui ont une importance mondiale au regard de la biodiversité ;
- des organismes donateurs bilatéraux de Belgique, d'Allemagne, d'Italie, du Japon et des Pays-Bas apportent leur contribution à des actions spécifiques de conservation du Patrimoine mondial dans le monde.

Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial

L'expérience et le savoir acquis lors de l'instauration de ces partenariats et d'autres initiatives similaires ont amené le Centre du patrimoine mondial à proposer le lancement d'une Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial dont le but est d'accroître le potentiel du système actuel et de créer un cadre dans lequel de nombreux individus et organismes, qu'ils appartiennent au secteur gouvernemental ou non gouvernemental, au secteur privé ou à la société civile, seront invités à participer au processus de conservation du Patrimoine mondial. Cette initiative sera dotée d'un cadre d'activité et de critères clairement définis de coopération avec les partenaires, notamment à travers des règlements et procédures appropriés. Ceux-ci seront définis par le Centre du patrimoine mondial en partenariat avec d'autres secteurs de l'UNESCO, conformément aux indications de l'UNESCO et du Comité du patrimoine mondial d'une part, et à la pratique en cours d'élaboration au sein du système des Nations Unies d'autre part.

Catégories de partenaires

Les catégories de partenaires envisagées sont :

- les agences de développement bilatérales et multilatérales
- les collectivités locales et régionales
- les ONG, fondations, établissements d'enseignement nationaux, régionaux et locaux
- les entreprises

En fait, des partenaires potentiels représentant les médias et la communication, l'enseignement supérieur et professionnel, les services sociaux, l'énergie et d'autres secteurs ont déjà exprimé leur intérêt pour des accords de coopération avec le Centre. Beaucoup d'entre eux sont attirés par la possibilité d'être associés à la prestigieuse Convention du patrimoine mondial, qui représente le meilleur instrument de normalisation pour définir les efforts mondiaux de conservation.

Catégories d'initiatives

Deux grandes catégories d'initiatives sont envisagées :

- une où le Centre donnera l'exemple en étudiant et en mettant en œuvre des activités de recherche et de formation, de création et de gestion de bases de données, d'éducation et de sensibilisation, de renforcement institutionnel, de constitution de réseaux et autres activités visant à développer les capacités de gestion des sites du Patrimoine mondial ;
- une autre où le Centre facilitera les alliances ou les partenariats de consortiums visant à apporter un soutien direct aux Etats parties dans diverses activités telles

que l'identification et les propositions d'inscription de nouveaux sites ; des études et analyses thématiques d'envergure mondiale ; des plans de gestion de sites et le renforcement des capacités ; la constitution de réseaux entre le Patrimoine mondial et d'autres sites d'importance régionale, nationale et locale.

Ces activités pourront être soutenues de deux façons :

- soutien direct en argent ou en nature (personnel, spécialistes, matériels, etc.) aux initiatives du Centre pour une conservation efficace des sites du Patrimoine mondial, ou
- soutien direct aux pays bénéficiaires et aux sites sollicitant la collaboration du Centre pour le partage des informations, ainsi que pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation de programmes.

En concertation avec les organismes consultatifs, le Centre du patrimoine mondial sera responsable de la coordination et de la gestion globales de l'Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial. Une commission consultative sera créée pour guider le développement de l'initiative et faire le point sur les réalisations et les progrès du Centre, ainsi que sur les difficultés et problèmes rencontrés.

L'autorité suprême, en matière de supervision de l'initiative, sera le Comité du patrimoine mondial qui sera tenu informé de la mise au point, de l'exécution et de la gestion de l'initiative, ainsi que de ses résultats.

Conclusion

En instituant une Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial, le Comité et le Centre du patrimoine mondial établiront avec la société civile, notamment le secteur privé, une relation sincère fondée sur le partage. Cette démarche s'inscrit dans la ligne définie par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, avec le lancement en juillet 2000 du « Contrat global » avec le secteur privé. Son but est d'inviter les meilleures entreprises du monde à bâtir les piliers sociaux et environnementaux indispensables pour soutenir l'économie mondiale et la mettre au service de tous les peuples du monde. Grâce aux objectifs ambitieux, mais réalistes, de la plupart des programmes des Nations Unies, les partenariats sont aujourd'hui considérés un peu partout comme un outil primordial d'efficacité opérationnelle.

Le lancement officiel d'une Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial dans le cadre de la célébration du 30e anniversaire de la Convention, en 2002, est l'occasion de concrétiser l'appel de la Convention en faveur de la mise en place d'un « système de coopération et d'assistance internationales ».

Programme de l'Initiative de partenariats pour le Patrimoine mondial

septembre- novembre 2001 élaboration du concept du projet et discussion au sein du Centre du patrimoine mondial avec les parties prenantes de l'UNESCO

décembre 2001	présentation de la proposition au Comité du patrimoine mondial
janvier - juin 2002	développement du concept et de la stratégie de financement Début du processus d'identification de nouveaux partenaires
juin 2002	Soumission des résultats des discussions et recommandations au Comité
juillet - octobre 2002	mise en place des partenariats du Patrimoine mondial
16 novembre 2002	Congrès international de Venise : lancement et adoption officielle d'un Plan d'action pour 2003 – 2005. Annonce des nouveaux partenariats.